



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

Centre des Nations Unies pour les
Droits de l'Homme et la Démocratie
en Afrique Centrale



Rights &
Democracy
Focus N°84 - December 2024

A quarterly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

JIDH 2024 - Cameroun



Le plaidoyer des défenseurs des droits de l'homme

Lire P 3



Gabon

Media Professionals and the
State Media Regulator reflect on
their roles during the Transition

P 16



Depuis le 1er septembre 2024, le CNDUDH-AC a été transféré à son nouveau siège

Il est situé derrière l'Ambassade de Chine.

Adresse : Carrefour Bastos, Rue 1.790

Coordonnées GPS : 3.8953166104356565, 11.509224887205802

Lien sur la carte : [Bureau CNUDHD-AC - Google Maps](#)

40 Years of Commitment:
Upholding Dignity,
Eradicating Torture



JIDH 2024 - Cameroun

Le plaidoyer des défenseurs des DH

Le 10 décembre 2024, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale s'est associé à la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun pour commémorer le 76e anniversaire de la Journée internationale des droits de l'homme.

Par Kamdem Souop



Une vue du panel ©Unchrd-CA

Le 10 décembre 2024, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), faisant office de Bureau Régional Afrique Centrale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) s'est joint à la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) pour commémorer le 76e anniversaire de la Journée internationale des Droits de l'Homme (JIDH), sur le thème : «Nos droits, notre avenir, maintenant».

L'événement a connu la présence des ministres Grégoire Owona et Marie-Thérèse Abena Ondoua, respectivement Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale et Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille. Joe Chebonkeng Kalabubse, président du Conseil National de la Communication et le professeur François Anoukaha, Vice-président de la Commission Nationale Anti-Corruption étaient également présents.

A cette occasion, le message du Haut-Commissaire Volker Türk a été lu par Christian Lumbala, Conseiller régional sur l'Examen périodique universel, représentant le Directeur du CNUDHD-AC. Dans son propos, le Haut-Commissaire dénonce la politique de distraction et souligne l'importance «des droits humains que certains essaient de discréditer et dévaloriser». Il exhorte l'humanité à «garder le cap et à se mobiliser» pour faire entendre la voix de tous, les votes de

chacun, s'unir pour «construire des mouvements sociaux». A cet effet, il leur garantit son appui.

Les organisations de la société civile telles que l'Observatoire des Libertés Publiques au Cameroun (OLPC), la Cameroon Child Rights Civil Society Organisations Network (CAMCRIN) et le Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme (RECODH) ont tour à tour, insisté sur les défis qui interpellent les pouvoirs publics ainsi que les autres acteurs sociaux pour promouvoir et protéger les droits de tous les citoyens, afin de leur garantir un avenir, dès maintenant.

Dans la Déclaration lue par le professeur James Mouangue Kobil et M. Raphael Galega, respectivement Président et Vice-président de la CDHC, la Commission a formulé le vœu que ses recommandations soient davantage prises en compte par toutes les composantes de la société.

Parmi les appuis apportés par le Centre à l'événement organisé, il y avait la production de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en Akose, Baya, Bulu, Douala, Toupouri et Yemba, langues parlées dans 6 des 10 régions du Cameroun, et le financement des activités marquant la journée internationale des droits de l'homme.

Cameroun - Jeunesse

Bilan de la Youth Connekt Africa Summit

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a pris part à la réunion bilan de la participation du Cameroun au Sommet des jeunes qui s'est tenu à Kigali au Rwanda du 8 au 11 novembre dernier.

Par Ordya Philaine Betga



Le Ministre Mounouna Foutsou au centre ©Cnudhd-Ac

A l'invitation du Ministre camerounais de la Jeunesse et de l'Education Civique, M. Mounouna Foutsou, le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), M. Nouhoum Sangaré, a pris part le vendredi 22 novembre 2024 à Yaoundé à la réunion des partenaires du programme conjoint Gouvernement-ONU Youth Connekt Cameroon.

La réunion a permis de faire le bilan de la participation du Cameroun au Youth Connekt Africa Summit du 08 au 11 novembre 2024 à Kigali au Rwanda. Un sommet auquel a pris part le CNUDHD-AC. Cette rencontre a aussi permis de jeter les bases de la mise en œuvre de la deuxième phase du Youth Connekt Cameroon 2025-2029, ainsi que

l'organisation en décembre 2024 de la Cameroon Youth Connekt Convention.

Le Youth Connekt vise à connecter les jeunes aux opportunités pour leur autonomisation et leur épanouissement, en s'appuyant sur quatre piliers: l'entrepreneuriat, l'innovation technologique, la participation citoyenne et l'égalité de genre, ainsi que la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Le Centre est engagé aux côtés du Gouvernement Camerounais et des autres agences du système des Nations Unies à mettre en œuvre des initiatives en faveur des jeunes.



Cameroun - JIDH 2024

Visite du Club des DH de l'Université Multinationale d'Ambam

Par Reine Emmanuelle Belobo



Conférence-débat sur les mécanismes onusiens ©Cnudhd-Ac

Le 9 décembre 2024, dans le cadre de la Journée internationale des Droits de l'Homme, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a accueilli le Club des Droits de l'Homme de l'Université Multinationale d'Ambam. Cette rencontre a offert aux jeunes étudiants une occasion précieuse de découvrir les actions menées pour promouvoir et protéger les droits humains dans la région.

La journée a débuté par un discours de bienvenue prononcé par M. Nouhoum Sangaré, Représentant régional et Directeur du CNUDHD-AC. Il a insisté sur l'importance cruciale de sensibiliser les nouvelles générations aux enjeux liés aux droits de l'homme.

Ensuite, une présentation détaillée du CNUDHD-AC a permis aux étudiants de se familiariser avec les missions du centre, ses activités et ses contributions à la promotion des droits humains et de la démocratie en Afrique centrale. Visite Guidée du Centre de Documentation

Les participants ont ensuite été invités à une visite guidée du Centre de documentation. Au cours de cette exploration, ils ont découvert une bibliothèque riche en ressources. Cette immersion leur a permis de mieux comprendre les travaux réalisés tant au niveau interna-

tional que régional pour la défense des droits humains.

Conférence-Débat sur les Mécanismes Onusiens des Droits de l'Homme

L'après-midi a été marqué par une conférence-débat animée par M. Christian Lumbala, expert en droits de l'homme. Il a présenté de manière claire les mécanismes mis en place par l'ONU pour promouvoir et protéger les droits humains, en abordant notamment :

- Les instruments internationaux existants

- Le rôle des Nations Unies dans la surveillance et la mise en œuvre des engagements des États

- Les défis actuels de la promotion des droits humains à l'échelle mondiale

Les échanges qui ont suivi la présentation ont suscité un vif intérêt et enrichi la réflexion de chacun des participants.

La journée s'est conclue par un minicocktail offert en l'honneur des participants, offrant un moment convivial pour échanger de manière informelle et renforcer les liens entre les étudiants et les professionnels du secteur.

Cette initiative a ainsi renforcé l'engagement des jeunes étudiants en faveur des droits de l'homme et de la démocratie, tout en illustrant la richesse du dialogue intergénérationnel et interinstitutionnel au cœur de la promotion des valeurs universelles

Regional Workshop on Treaty Body Reporting : Strengthening NMIRF in Commonwealth Africa

From 1 to 3 October 2024, Dar-es-Salaam, Tanzania, hosted the Commonwealth Africa Regional Capacity Building Workshop on Treaty Body Reporting and the Strengthening of National Mechanisms for Implementation, Reporting and Follow-Up (NMIRF). Co-organized by the Commonwealth Secretariat and the Treaty Body Capacity Building team, the event brought together representatives from 14 African Commonwealth states, with a total of 42 participants—20 of whom were women.

UNCHRD-CA's Contribution

The United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) played an active role in the workshop. It supported the Rwandan delegation by assisting in the preparation of their mission, helping to develop a presentation addressing the challenges of their existing NMIRF, outlining the steps taken to transition from an ad-hoc NMIRF — previously lacking clear Terms of Reference — to a permanent and structured mechanism.

Over the course of three days, the workshop and peer-to-peer exchanges centered on: Identifying Challenges and Progress: Deliberating the obstacles and successes in establishing and strengthening NMIRFs;

Addressing Report Backlogs: Exploring strategies to reduce the existing backlog of reports submitted to treaty bodies;

Leveraging VNR Reports: Discussing how Voluntary National Review (VNR) reports, under the 2030 Agenda for Sustainable Development, can be effectively utilized for treaty body reporting.

The capacity-building workshop resulted in enhanced understanding of NMIRFs. Participants gained a clearer insight into how NMIRFs contribute to the effective engagement of member states with UN human rights mechanisms. There was also a notable improvement in the awareness among government officials regarding the functions of the Human Rights Council, Universal Periodic Review (UPR), and various treaty bodies, as well as a better understanding of how VNR reports can be strategically used for treaty body reporting, aligning with the 2030 Agenda for Sustainable Development.



Cameroun - Audiences

Partenariat avec le Barreau

La commission des droits de l'homme du Barreau de l'Ordre des Avocats du Cameroun a été édifée sur les questions de protection au Cameroun.

Par REB



Les avocats entourent Nouhoum Sangaré au 1er rang ©Cnudhd-Ac

Le 11 décembre 2024, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé la première réunion d'échanges avec la commission des droits de l'homme du Barreau de l'ordre des avocats du Cameroun.

Cette rencontre visait à établir un dialogue fructueux entre les acteurs du droit et les experts en droits humains sur les enjeux de protection dans le pays et la sous-région. Elle s'inscrivait dans le cadre des efforts du CNUDHD-AC visant à renforcer la coopération avec les acteurs clés de la défense des droits fondamentaux, mais également, dans le cadre des activités marquant la Journée Internationale des Droits de l'Homme 2024 célébrée sous le thème : „Nos droits, notre avenir, Maintenant“. Dans son mot de bienvenue, le Directeur du CNUDHD-AC, Nouhoum Sangaré, a formulé le voeu que les échanges ouvrent la voie à une collaboration renforcée entre les deux institutions pour faire face aux défis communs liés à la protection des droits des citoyens et des populations vulnérables.

La première session d'échanges a permis de discuter du contexte actuel de la protection des droits humains au Cameroun et dans la région. Les participants ont abordé les acquis réalisés à date, mais aussi les défis persistants auxquels font face les avocats et les institutions chargées de la défense des droits humains en particulier au Cameroun. Les discussions ont porté sur les difficultés d'accès à la justice, les vio-

lations des droits fondamentaux et les obstacles à la mise en œuvre des mécanismes de protection existants.

Le personnel du Centre a également présenté les initiatives internationales et régionales qui soutiennent la protection des droits de l'homme et ont encouragé les acteurs nationaux à renforcer leurs actions dans ce domaine.

La Commission des Droits de l'Homme du Barreau

Les représentants du Barreau de l'Ordre des avocats du Cameroun ont ensuite présenté les capacités, les expériences et les moyens d'action de la commission des droits de l'homme de cette instance en matière de protection des droits humains. Ils ont exposé les projets et les actions qu'elle mène pour défendre les droits des citoyens et sensibiliser les avocats aux enjeux des droits humains. Les défis de la Commission ont également été évoqués, notamment en termes de ressources et de moyens d'intervention, tout en mettant en avant son rôle clé dans la formation et l'accompagnement des avocats.

La 2e session a permis d'explorer les pistes de coopération avec les mécanismes de protection des droits humains, le soutien aux actions en faveur des groupes vulnérables, et la promotion de l'accès à la justice. Les participants ont également discuté des modalités pratiques pour développer ces partenariats, en identifiant des priorités et des actions concrètes à mettre en place.

Regional Engagement on Human Rights Mechanisms and Torture Prevention

From 13 to 19 October 2024, OHCHR Treaty Body Capacity Building Programme (TBCBP) participated in the 81st session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held in Banjul, The Gambia. Alongside the main session, pre-session fora for CSOs and NHRIs provided a platform to promote engagement and synergy between regional bodies and actors with the UN human rights mechanisms while also highlighting efforts to prevent and combat torture in commemoration of the 40th anniversary of the Convention against Torture.

Throughout the week, TBCBP was actively involved in multiple initiatives addressing torture prevention and eradication. They contributed to a panel on torture prevention during the NHRI Forum and participated in another panel on torture and education during the ACHPR session. Additionally, TBCBP co-organized a side event with the NGO Dignity, which explored the role of the Committee against Torture and the Subcommittee on Prevention of Torture in eradicating torture across Africa.

Parallel to these activities, TBCBP worked to enhance engagement with the UN human rights mechanisms. They conducted a session on NHRIs' engagement with universal human rights mechanisms during the NHRI Forum and, in partnership with the African Centre for Democracy and Human Rights Studies (ACDHRS), facilitated a half-day capacity-building training for African CSOs focused on effective engagement with both universal and regional mechanisms. Moreover, TBCBP held bilateral meetings with representatives from the ACHPR Secretariat, NANRI, and ACDHRS to explore further collaboration and synergies in capacity-building activities. The organization also envisages regular capacity-building workshops for African NHRIs and CSOs, taking advantage of the concentrated presence of these stakeholders during ACHPR sessions, while additional bilateral discussions with state representatives, NHRIs, NPMs, and NGOs helped pave the way for further collaborative initiatives in capacity-building across Africa.



Equatorial Guinea - PWD

Training on initial reporting under the Convention on the Rights of Persons with Disabilities

The United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa joined efforts with partners to organize a three-day workshop in Malabo to build the capacity of stakeholders on reporting on CRPD.

Par Asita Maria Scherrieb



Family photo of Participants and facilitators ©Unchr-d-Ca

From 15 to 17 October, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA), in collaboration with the Peace and Development Adviser and the Office of the Resident Coordinator in Equatorial Guinea, conducted a training workshop on initial reporting under the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD). The event was held under the guidance of the Ministry of Justice, represented by the Director-General for Human Rights. Its primary goal was to enhance the capacity of stakeholders to meet their reporting obligations under the CRPD.

The workshop was fully funded and facilitated by the OHCHR Treaty Body Capacity Building Programme, with contributions from two Spanish-speaking human rights officers who traveled from OHCHR headquarters for the event.

This training followed a previous session organized by UNCHRD-CA on human rights mechanisms, the Universal Periodic Review (UPR), and the establishment of a National Mechanism for Implementation, Reporting, and Follow-up (NMIRF), supported by the UPR Voluntary Fund.

The two-and-a-half-day workshop gathered 30 participants (12 women and 18 men), including designated government focal points and representatives from civil society organizations, particularly groups advocating for persons with disabilities. The workshop also benefited from the support of various UN programs and specialized agencies—FAO, UNICEF, and UNFPA—which contributed valuable insights from their projects and joint initiatives with the government.

The training emphasized the significance of international human rights mechanisms for state reporting and accountability. Participants received detailed information on the CRPD, covering its 33 articles, which enabled them to better understand the content and format requirements of an initial report to the UN Committee on the Rights of Persons with Disabilities.

The UN delegation also underscored the importance of establishing a National Mechanism for Implementation, Reporting, and Follow-up (NMIRF). This institutionalized mechanism is considered a critical step toward systematic adherence to international human rights standards and improved coordination for implementing recommendations from

various human rights mechanisms, including treaty bodies, the UPR, and regional entities.

Key Outcomes of the Training:

Over the course of the workshop, participants made significant progress in understanding and implementing the CRPD. Key achievements included:

Deeper Understanding of the CRPD: Participants delved into the Convention's key provisions, gaining insights into the functions of the Committee, the requirements for state reporting, and the responsibilities of various stakeholders.

Enhanced Information-Gathering and Drafting Skills: Through hands-on exercises, participants learned how to collect, organize, and present relevant data—essential for compiling an accurate and comprehensive initial report.

Commitment to Follow-Up: The workshop concluded with participants expressing a renewed commitment to advancing the reporting process. Specifically, the Director-General for Human Rights pledged to submit the CRPD report before 11 November 2024.

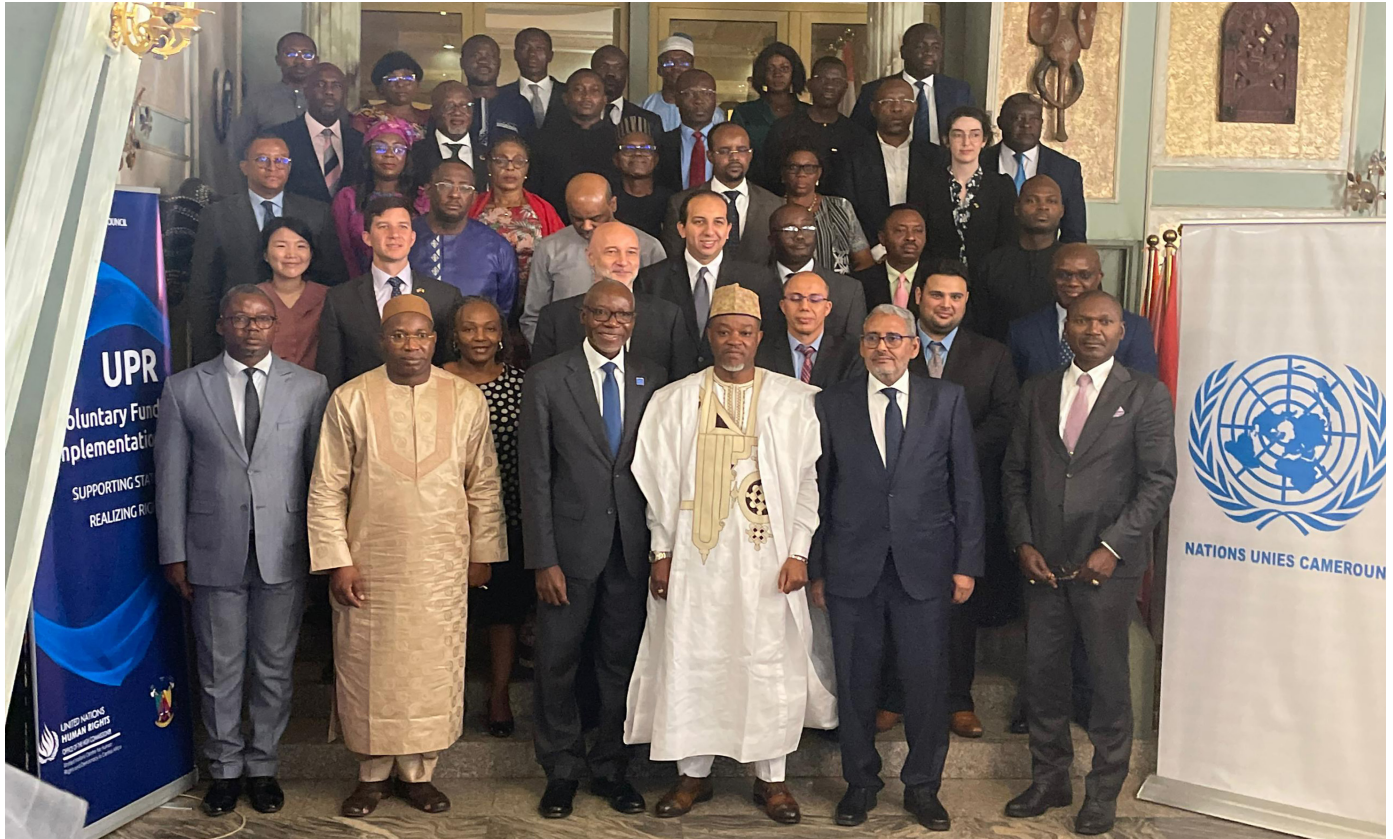
This training represents a crucial step toward Equatorial Guinea's compliance with international human rights obligations. Moving forward, OHCHR-CARO, in collaboration with the UN Country Team in Equatorial Guinea, plans to build on this cooperation by organizing a report drafting workshop focused on the Convention on Economic, Social, and Cultural Rights.

Cameroon - Universal Periodic Review

Lobby TFPs for follow-up recommendations

The Ministry of External Relations, in collaboration with UNCHRD-AC, invited the Diplomatic Corps and the agencies and institutions of the United Nations System present in Yaoundé to a strategic meeting to present the matrix of recommendations resulting from the 4th cycle of the UPR.

By Kamdem Souop



Family photo of participants ©Unchrd-Ca

On Friday December 13, 2024, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) supported a strategic meeting organized by the Ministry of External Relations (MINREX) in Yaounde. The purpose of the meeting was to present to the diplomatic corps accredited in Yaoundé, as well as to the agencies and institutions of the United Nations system, the matrix and action plan for implementing the recommendations of the 4th cycle of the Universal Periodic Review (UPR) of Cameroon over the next four years.

At least 50 people took part in the meeting, including diplomatic representatives from China, India, Russia, the United States, South Korea, Equatorial Guinea, Côte d'Ivoire and CAR, as well as few

development agencies. Cameroon's sectoral ministerial departments and members of the Technical Secretariat of the Interministerial committee to monitor implementation of recommendations and/or decisions issued by international and regional mechanisms for the promotion and protection of human rights, also attended the meeting.

In his speech, Dr. Issa Sanogo, United Nations Resident Coordinator in Cameroon, stressed the importance of collaboration and stakeholder commitment in implementing the recommendations of the UPR, an exercise Cameroon underwent in November 2023, before validating in March 2024 the report containing the 220 recommendations the country accepted.

In his opening speech, Mr. Chimoun Oumarou, Secretary General of the Ministry of External Relations, expressed the wish that Cameroon's partners would support it in its strategy to implement these recommendations in the years leading up to the 5th UPR cycle.

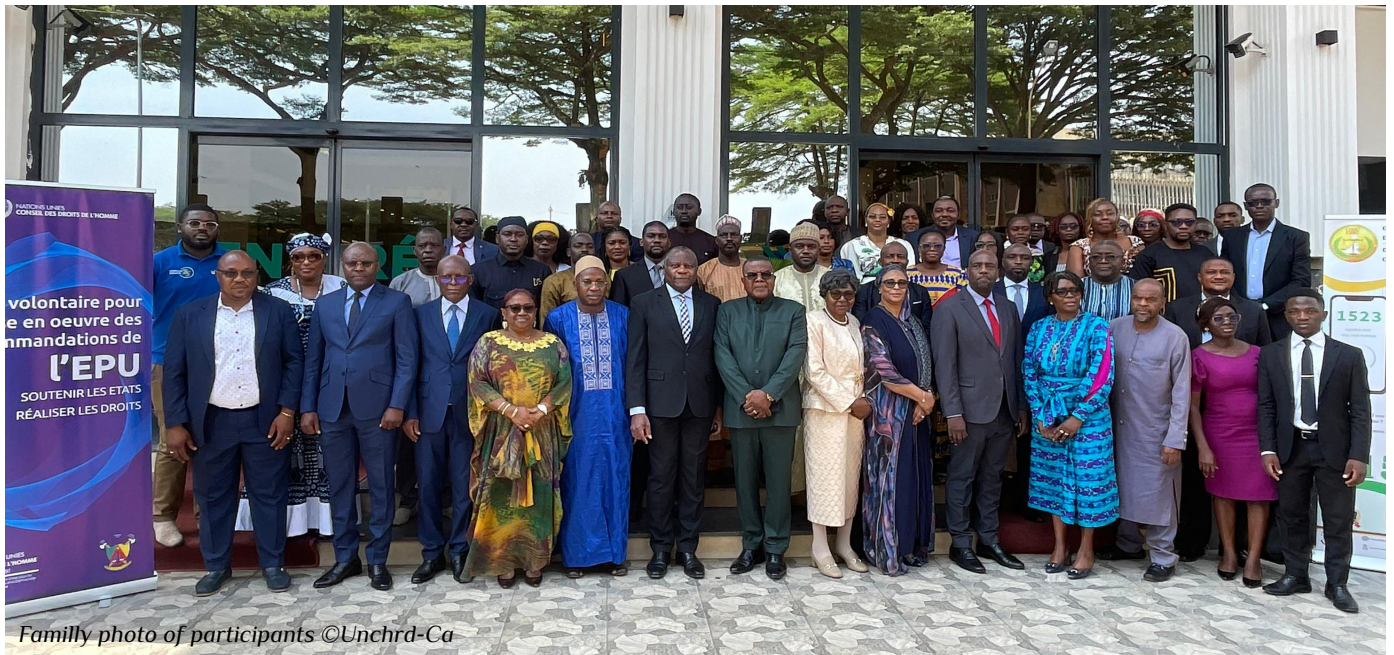
In addition to the presentation of the UPR, national mechanisms for implementation, reporting and follow-up of recommendations, made by Christian Lumbala, UNCHRD-CA Regional Adviser on the UPR, emphasis was placed on the updated matrix for monitoring the implementation of the recommendations accepted by Cameroon, as well as on the strategies and action plan to ensure rigorous follow-up of these recommendations.

Cameroon - Universal Periodic Review

Implementation of recommendations planned

A two-day workshop brought together some fifty participants from the Cameroon Human Rights Commission, the Cameroon Bar Association and civil society to discuss the matrix of recommendations arising from the 4th cycle of the Universal Periodic Review.

By KS



Family photo of participants ©Unchr-d-Ca

On December 17 and 18, 2024, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) supported the Cameroon Human Rights Commission (CHRC) in organizing a strategic workshop to develop a roadmap for the CHRC and civil society organizations (CSOs) to implement the recommendations of the 4th cycle of the Universal Periodic Review (UPR).

The first day of the workshop featured speeches by the President of the Commission and the Director of UNCHRD-CA. Nouhoum Sangaré reaffirmed the commitment of the Office of the High Commissioner for Human Rights to supporting Cameroon's efforts in fulfilling its obligations to international human rights mechanisms. Meanwhile, Prof. James Mouangue Kobila welcomed the Centre's new approach to supporting the implementation of UPR recommendations. "It's a significant step forward compared to what happened during the 3rd cycle of the UPR. We can only hope that this new approach will be

further strengthened in the future," he stated.

This initiative, funded by the Voluntary Fund for the Implementation of UPR Recommendations, is structured around a series of strategic workshops. These workshops enable the Cameroon Human Rights Commission, civil society, the Observatory of Public Liberties in Cameroon, as well as UN agencies and institutions accredited in Yaoundé, to develop roadmaps for implementing and monitoring the recommendations from the latest UPR cycle.

The second day of the strategic planning workshop focused on group work. The eight working groups established on the first day finalized their discussions and presented their findings. These groups addressed key themes, including civil liberties, access to justice, social protection, women's and children's rights, education, and the environment. Each group formulated concrete and actionable recommendations, setting clear and measurable objectives.

The workshop concluded with a summary

of discussions and the progress achieved. Participants outlined the next steps to ensure the timely implementation of the recommendations. Sustained dialogue between the government and civil society remains crucial for effective implementation. Additionally, a follow-up workshop will be dedicated to the work of the third group on public liberties in the lead-up to the presidential election. Strengthening synergies between stakeholders is critical in a country where the NMIRF is not functioning effectively. The dialogue established between the National Human Rights Institution (NHRI) and civil society organizations has helped to align perspectives on how they can jointly contribute as key actors in the implementation process. The thematic working groups, which included lawyers from the Bar, added significant value by providing legal insights and interpretations of the recommendations.

Cameroun - Examen Périodique Universel

Les libertés publiques dans le suivi du 4e EPU

Avec l'appui du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale, l'Observatoire des libertés publiques au Cameroun a élaboré sa feuille de route pour le suivi des recommandations du 4e Examen périodique universel

Par Reine Emmanuelle Belobo



Des travaux marqués par la convivialité ©Cnudhd-Ac

Le 19 décembre 2024, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC), a organisé un atelier stratégique à son siège, en soutien à l'Observatoire des Libertés Publiques du Cameroun (OLPC). Cette activité fait suite à un atelier similaire avec la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHD) et le Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme (RECODH) qui s'est tenu du 17 au 18 décembre 2024 à Yaoundé.

Organisé dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues du 4ème cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU) du Cameroun, avec un focus particulier sur l'état des lieux des libertés publiques, l'objectif de cet atelier était de renforcer la capacité de l'OLPC à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de ces recommandations, tout en préparant l'Observatoire à affronter les défis à venir, notamment dans le cadre des élections de 2025 et 2026.

La première session de l'atelier a été dédiée à une introduction détaillée aux mécanismes internationaux et régionaux de défense des droits humains, dans le cadre du 4ème cycle de l'EPU. Le Conseiller Régional sur

l'EPU du CNUDHD-AC, Christian Lumbala, a expliqué en profondeur le fonctionnement de ces mécanismes et leur impact sur les politiques nationales. Cette session a permis aux participants de mieux comprendre les attentes internationales en matière de droits humains, et de renforcer la capacité de l'OLPC à suivre et à influencer ces processus.

Une matrice adoptée

La deuxième session a été consacrée aux outils d'information disponibles pour suivre et analyser les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. Christian Lumbala a présenté des ressources essentielles permettant de collecter des données fiables sur la situation des droits humains, tout en mettant en lumière les outils de communication permettant à l'OLPC de jouer un rôle clé dans le suivi des recommandations de l'EPU.

Une étape clé de l'atelier a été la validation de la matrice des libertés publiques, qui constitue une feuille de route concrète pour s'assurer que les recommandations liées aux libertés publiques dans le cadre du 4ème cycle de l'EPU soient suivies et mises en pratique de manière effective. Les participants

ont discuté des activités à mener, des responsabilités des différents acteurs et des critères de suivi et d'évaluation.

La quatrième session a été l'occasion de restituer un état des lieux sur la situation des droits de l'homme dans différentes régions du Cameroun. En effet, les participants, ont présenté des rapports régionaux sur la situation des libertés publiques et des droits humains, notamment les cas d'insécurité: de kidnapping, de torture, de cambriolage, de la prévalence de certaines maladies, des violences faites aux femmes, etc. Ces présentations ont permis d'identifier des priorités locales et des stratégies spécifiques pour renforcer la mise en œuvre des recommandations de l'EPU au niveau régional.

Enfin, la dernière session a été consacrée à la lecture de quelques recommandations formulées par l'Observatoire, à savoir, entre autres, la mise en place d'un comité de relecture de la feuille de route élaborée et la redynamisation du plan d'action de l'OLPC.

Cameroun - Examen Périodique Universel

Une feuille de route du suivi des recommandations de l'EPU

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a accueilli un atelier de relecture de la feuille de route du suivi des recommandations du 4e cycle de l'EPU.

Par REB



Les travaux ont été effectués dans une bonne ambiance © Cnudhd-Ac

Le 30 décembre 2024, le comité de relecture de la feuille de route, élaborée à la suite des recommandations du 4e cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU), s'est réuni au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC). Ce comité était composé du Conseiller régional sur l'EPU pour le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, Monsieur Christian Lumbala, de Monsieur Ahmed Njouonkou Njoya, en charge des questions d'égalité et non-discrimination au CNUDHD-AC et des membres de la Commission des Droits de l'Homme du Barreau du Cameroun.

L'objectif principal de cette réunion était de procéder à l'examen final du document stratégique, conçu à l'issue des travaux des différents groupes de travail, en vue de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de ce cycle.

Les échanges entre les membres du comité ont principalement porté sur les corrections et input aux travaux réalisés par les huit

groupes constitués lors des ateliers précédents. Chaque membre a contribué en précisant des éléments à ajuster, en clarifiant certaines sections du document stratégique, et en proposant des compléments d'information pour améliorer la cohérence et la précision du texte. Toutefois, il n'y a pas eu de nouveaux débats sur le fond du projet, mais des ajustements afin d'affiner la version finale.

Cet atelier constituait la dernière étape du projet fonds volontaires relatif à l'élaboration de cette feuille de route. Il se situe après les ateliers avec la Commission des Droits de l'Homme du Barreau du Cameroun, les Organisations de la Société Civile (OSC), et l'Observatoire des Libertés Publiques, tenus du 17 au 19 décembre 2024.

Cameroun - INDH

Un outil pour améliorer la gestion des plaintes à la CDHC

Le 6 décembre 2024, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale, en collaboration avec le BCNUDH de la MONUSCO (en ligne dans le cadre du partage de bonnes pratiques et de leçons apprises en contexte congolais) a organisé une session de formation au profit de 12 membres (4 femmes et 8 hommes) de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun sur le traitement des données recueillies lors des activités de monitoring, ainsi que la gestion des plaintes et actions en faveur des victimes et bénéficiaires des droits de l'homme. L'activité résulte d'une demande formulée par le Président du CDHC au Représentant Régional il y a plusieurs mois qui avait besoin d'un appui en termes d'outil pratique pour faciliter la traçabilité des plaintes soumise à l'INDH, ainsi que l'exploitation des données pour la présentation des rapports périodiques avec des statistiques.

La session a consisté à présenter un outil méthodologique en version Excel et qui a déjà été expérimenté avec succès dans d'autres contextes pour faciliter le traitement des informations des droits de l'homme. Les fonctionnalités de l'outil retracent le cycle du monitoring, permettent de renseigner les acteurs d'un cas, d'enregistrer les faits et de les qualifier juridiquement, de déterminer les acteurs et leurs affiliations, de désagréger les données des victimes et de préciser le cadre légal applicable. L'outil étant adaptable, il peut aider à enregistrer les recommandations des mécanismes des droits de l'homme et renseigner les actions de leur mise en œuvre, il génère également des statistiques et des infographies utilisables dans des rapports des droits de l'homme. Des options additionnelles de son utilisation ont été présentée notamment pour enregistrer les plaintes et les actions de suivi.

Le besoin d'avoir une session additionnelle a été exprimé par les participants au regard des aspects techniques qui nécessite des prérequis en matière de monitoring et d'analyse des droits de l'homme pour l'utilisation efficiente de l'outil.

Gabon - UPR

Committed to implement the recommendations

The Centre undertook a series of activities within the framework of its project supported by the UPR Voluntary Fund.

By Asita Maria Scherrieb



A rich exchange between participants ©Unchr-d-Ca

From 25 to 27 November and from 17 to 19 December 2024, the UNCHRD-CA in collaboration with the National Mechanism for Implementation, Reporting, and Follow-up (NMIRF) of Gabon undertook a series of activities within the framework of its project supported by the Universal Periodic Review (UPR) Voluntary Fund. Earlier that year, Gabon distinguished itself as the first country in the Central African region to receive the National Recommendations Tracking Database (NRTD), a pioneering tool designed to enhance the systematic monitoring and implementation of international human rights recommendations.

The NRTD serves as a centralized digital platform that enables states to comprehensively track, analyze, and report on their human rights obligations, fostering greater accountability and facilitating data-driven policymaking in alignment with international standards. To maximize the utility of this tool, the NMIRF received dedicated training on the NRTD, strengthening its ability to store and manage information efficiently and reinforcing its core functions, particularly in ensuring systematic follow-up on recommendations.

In November and December 2024, the NMIRF engaged in a series of intensive workshops with the Mechanism Unit of the Centre, focusing on the review of its report under the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) and the follow-up of UPR

recommendations. Simultaneously, efforts were directed toward the development of an implementation and action plan, designed as a strategic roadmap for the follow-up on UPR and Treaty Body recommendations. Given that Gabon is tasked with addressing hundreds of recommendations issued by both international human rights mechanisms and African regional bodies, a structured and strategic approach to implementation is imperative. The 2024 UPR Voluntary Fund activities have provided the Gabonese NMIRF with valuable tools to reinforce its institutional framework. Discussions held throughout these engagements underscored the necessity of establishing a stable Secretariat and clear terms of reference for a permanent NMIRF, reflecting the willingness of stakeholders to transition from an ad-hoc system to a sustainable, institutionalized mechanism. In 2025, ensuring the permanence of this system will be a key priority. Additionally, the ICCPR report, incorporating all comments and feedback, is set to be finalized and submitted to the Human Rights Committee in Geneva in 2025. Furthermore, the Matrix and Action Plan on human rights recommendations will be presented to potential donors and cooperation partners, including UN agencies, foreign embassies, the European Union, and international development funds, to garner support for the continued strengthening of Gabon's human rights framework.

Side Event on 40th Anniversary of the Convention against Torture



On October 19, 2024, during the 81st session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, a side event was held to commemorate the 40th anniversary of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CAT). Organized jointly by the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) Treaty Body Capacity Building Programme (TBCBP) and DIGNITY – Danish Institute Against Torture, the event emphasized the crucial role of collaboration in combating torture, bringing together over 45 participants.

The event's primary aim was to highlight the importance of cooperation among various stakeholders, including practitioners, academics, civil society organizations, national preventive mechanisms, National Human Rights Institutions, Ombudspersons, and state actors, alongside international and regional human rights mechanisms. It focused particularly on the role of UN treaty bodies, such as the UN Committee against Torture and the UN Subcommittee on the Prevention of Torture, in Africa's fight against torture.

The side event was opened by Hon. Commissioner Hatem Essaïem, Chair of the African Commission's Committee for the Prevention of Torture in Africa (CPTA), who underscored the importance of not only ratifying international human rights instruments but also implementing them and applying the obligations in daily governmental policies. Commissioner Essaïem's remarks were followed by a statement from the Network of African National Human Rights Institutions (NANHRI), which emphasized the need for enhanced cooperation between NHRIs and international human rights bodies.



Congo - UPR

The Centre supports the country's efforts

A three-day mission by the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa was organized in Brazzaville as part of the implementation of the recommendations of the 4th UPR cycle.

By Kamdem Souop



As part of the activities related to the implementation of the UPR Voluntary Funds Project, the UPR Regional Adviser (RA), Christian Lumbala, in collaboration with the Republic of Congo's Senior Human Rights Adviser (SHRA), conducted a mission in Brazzaville from 14 to 17 October 2024. The mission aimed to provide technical and financial support to the Ministry of Justice in developing an action plan for implementing the recommendations from the 4th cycle of the Universal Periodic Review (UPR).

The Republic of Congo was reviewed by the UPR Working Group on 30 January 2024. Of the 244 recommendations made during the interactive dialogue, the country accepted 232 and noted 12.

The objective of the workshop was to facilitate the development of a national action plan for the implementation and follow-up of the recommendations accepted during the 4th UPR cycle and the three Human Rights Committees. The workshop aimed to equip participants—including focal points from sectoral ministries, representatives of judicial, security, and penitentiary institutions, the National Human Rights Commission (CNDH), and civil society organizations—with up-to-date knowledge of key human rights mechanisms and strategies for implementing and monitoring the 2024 UPR recommendations.

During the mission, Mr. Lumbala met with several actors and stakeholders in the UPR process in Congo, including officials from international institutions. The Delegation of the European Union (EU) expressed its

readiness to provide support if Congo's NMIRF succeeded in establishing a concrete implementation strategy with actionable proposals. The RA assured them that the workshop's methodology was designed to produce a roadmap defining clear strategic orientations. As a result, the EU Delegation agreed in principle to provide financial support of 500,000 euros for implementation.

Mr. Lumbala also met with the President of the NHRI and his team to discuss the institution's involvement in the implementation process and to share insights on recommendations related to strengthening the NHRI. The President emphasized the need to amend the law establishing the NHRI to align it with the Paris Principles, with the goal of establishing a National Mechanism for the Prevention of Torture (MNP) and attaining A status.

The RA held a meeting with the SHRA and the Director-General for Human Rights, who serves as the lead for the Congo NMIRF—currently an ad hoc and non-permanent structure. The meeting clarified the workshop format, prepared essential tools such as the recommendations matrix, and addressed issues related to the status of the NMIRF. The Director-General for Human Rights highlighted that discussions on strengthening the NMIRF had resulted in a draft bill, which had been pending with the Minister of Justice for over a year.

During discussions with the NHRI President and his team, they reaffirmed their willingness to actively participate as a key actor in facilitating dialogue between

the government and other stakeholders in the UPR process, as well as in encouraging the submission of quality contributions.

Advocacy efforts with national authorities regarding political actions for establishing an NMIRF in line with international standards, as well as strengthening the NHRI in accordance with the Paris Principles, remain priorities. These efforts will continue with the support of the UN Resident Coordinator (RC) in the country.

Workshop Outcomes

During the workshop, participants—including representatives from various ministerial departments, members of the CNDH, and civil society and human rights organizations (43 men and 17 women)—identified priorities and drafted a strategy for implementing the 232 recommendations accepted by the Republic of Congo.

Participants also learned how to consult the Universal Human Rights Index and use its functionalities. They were then divided into thematic groups and assisted by the RA in processing the recommendations, grouping them into a matrix to identify activities, set indicators, and designate the responsible administrations for implementation.

A roadmap for the implementation of Congo's UPR recommendations was adopted during the workshop. This document serves as a reference for defining actions and deadlines for implementing the UPR recommendations.

Next Steps

Follow-up on financing modalities: Continued engagement with the Ministry of Justice to develop a detailed timeline for activities defined in the roadmap, ensuring better coordination and monitoring of implementation.

Engage the UN Country Team (UNCT): Work with the Resident Coordinator to involve the UNCT in developing a joint strategy to support implementation efforts.

Promote dialogue and inclusiveness: Encourage initiatives that foster dialogue and the active participation of all stakeholders, particularly civil society organizations (CSOs), in the implementation process.

Congo - 40e anniversaire de la CAT

Bientôt un Mécanisme de Prévention de la Torture

Le Centre appuie la mise en place d'un Mécanisme National de Prévention de la Torture au Congo.

Par Asita Maria Scherrieb



L'intégration de la culture congolaise dans cette pièce musicale a été particulièrement innovante, marquant une fusion entre art et engagement social. Musique, danse et poésie en langues nationales ont non seulement enrichi la réflexion sur les causes et conséquences de la torture, mais ont également ouvert un espace pour un débat plus concret et accessible à tous. En effet, les formes d'expression artistique ne sont pas simplement un moyen de divertissement, mais des outils puissants pour éveiller les consciences et inciter au changement. Ce modèle de dialogue vivant, où la culture locale se mêle à la sensibilisation aux droits humains, illustre parfaitement l'importance de tenir compte des spécificités socioculturelles dans la lutte contre la torture.

L'atelier de Brazzaville s'inscrivait dans le prolongement d'un précédent atelier de deux jours organisé fin octobre 2024. Ce dernier avait posé les bases théoriques du Mécanisme National de Prévention de la torture, du Protocole facultatif à la Convention contre la torture (OPCAT) et du rôle du Sous-Comité pour la Prévention de la Torture.

L'atelier de décembre visait à approfondir ces connaissances, en clarifiant les principes fondamentaux entourant la mise en place et le fonctionnement des MNP, et en offrant un éclairage sur les divers modèles que les États peuvent adopter. Des discussions ont permis de mieux comprendre les différences entre les Institutions nationales des droits de l'homme (INDH) et les MNP.

L'événement a également été ponctué d'exercices pratiques basés sur les directives du SPT et les lignes directrices sur les MNP. Ces ateliers interactifs ont permis aux participants de développer des stratégies et développer des termes de référence adaptés au contexte particulier de la République du Congo.

Le 9 décembre 2024, la République du Congo a accueilli un important événement placé sous l'égide du Sous-Comité pour la Prévention de la Torture (SPT), en étroite collaboration avec la Conseillère principale en Droits de l'Homme du Congo, Françoise Mianda.

Organisé à Brazzaville et financé par le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), cet atelier a rassemblé plus de 40 participants autour de: « l'établissement d'un Mécanisme National de Prévention (MNP) de la torture ».

L'un des moments forts de cette activité a été une performance musicale originale d'une ONG congolaise. Le thème central de cette composition artistique, qui traitait de la torture et de la nécessité de sa prévention, a été présenté avec une créativité saisissante, captivant l'attention d'un public de plus de 150 personnes, dont de nombreux observateurs locaux et le personnel du Ministère de la Justice. Diffusée largement dans les médias, cette performance a été partagée dans les médias par une discussion nationale qui soulignait l'importance de la prohibition absolue de la torture, ainsi que sa prévention, un sujet plus que jamais d'actualité à l'occasion du 40e anniversaire de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT).





DR Congo - OPCAT

Establishment of a National Preventive Mechanism Against Torture Imminent

Together with MONUSCO, the Centre supports CSOs and NHRI in their efforts and advocacy for the establishment of a NPM in DR Congo.

By AMS



A view of participants @Unchrd-Ca

On 12 to 13 December 2024, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) and United Nations Joint Human Rights Office (UNJHRO) of the United Nations Organization Stabilization Mission in the DR Congo (MONUSCO), in collaboration with the NGO FIACAT, the Subcommittee on the Prevention of Torture (including the Acting Chair of the Africa Group and the Secretary of the SPT) conducted an in-person workshop in Kinshasa with 32 participants including 11 women on the establishment of a National Preventive Mechanism against Torture (NPM) in the Democratic Republic of the Congo (DRC) under Article 17 of the Optional Protocol to the Convention against Torture (OPCAT).

The primary objective of the workshop was to mobilise the Congolese CSOs and the NHRI to advocate for the establishment of an NPM tailored to the national context while adhering to international standards. The training aimed to present various NPM models, highlighting their mandates, methods of operation, and lessons learned from other countries. By fostering a deeper understanding of the NPM's responsibilities, the workshop sought to guide national stakeholders toward an effective, independent, and transparent mechanism that would

play a critical role in preventing torture and ill-treatment across all places of deprivation of liberty.

Results Achieved

The workshop successfully achieved the following outcomes:

1. Participants acquired an in-depth understanding of the DRC's obligations following its ratification of the OPCAT, including the requirement to establish an NPM.
2. The mandate, responsibilities, and operational tasks of an NPM were clearly explained, with examples of different NPM structures and working methods shared.
3. Through examples shared by the SPT member as well as through an online presentation by the VP of Tunisia, participants had the opportunity to learn from the experiences of other established NPMs in Africa, including the challenges faced, successes achieved, and key lessons learned.
4. DRC's NHRI presented its current activities including its monitoring activities and responded to questions as well as criticism raised by CSO stakeholder.
5. The workshop facilitated a participatory process, allowing participants to formulate relevant observations and suggestions for a concrete action plan to establish the NPM in the DRC.

Training for NHRIs and CSOs to engage and participate with the CESC

On 11 December 2024, OHCHR under the leadership of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa organized a Webinar on Stakeholder Engagement with the Committee on Economic, Social and Cultural Rights, with the objective of facilitating the engagement of NHRIs and CSOs in the work of the Committee during its review of States parties next year at its 77th and 78th sessions. Over 190 participants from Africa, Americas, Asia and Europe registered to receive the recording of the Webinar and materials. Over 75 participants from NHRIs and CSOs, including youth-led organizations, organizations of persons with disabilities, trade unions, and LGBTI associations joined the Webinar live and actively engaged in the discussions. Those who could not join have received a recorded version of the Webinar. The Webinar benefited from the participation of ESCR expert Virginia Gomes (previous CESC member) as well as facilitators from TBCBP and NIRMS. It focused on (1) the importance of NHRI and NGO submissions for the work of the Committee (2) how the Covenant and the Committee protect ESCR; (3) how the NHRIs and CSOs can engage with the Committee; (4) how stakeholders submit alternative reports and (5) what resources including training material, the UHRI and others are of importance for the drafting process. As follow up, TBCBP disseminated to over 190 interested NHRI and CSO participants the relevant materials, tools and guidance available to facilitate their engagement in the work of the Committee.

Gabon - Press Freedom and Responsibility

Media Professionals and the State Media Regulator reflect on their roles during the Transition

A three-day workshop organized by the Centre in collaboration with UNOCA and UNESCO aimed to equip gabonese journalists with tools to be used during the electoral process.

By Kiven Fonyuy



In the wake of Gabon's political transition, a pivotal seminar, “La consolidation de la liberté de la presse dans le contexte de la transition gabonaise”, was convened with journalists and media professionals to reinforce their critical role in this transformative period. Hosted in collaboration with the High Authority of Communication (HAC), the seminar was held in Mouila from October 16-18, 2024, with the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa as a key partner, along with the United Nations Office for Central Africa (UNOCA) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). The sessions aimed to fortify journalists' understanding of their responsibilities and equip them with tools to maintain ethical standards, thereby ensuring balanced reporting during a sensitive time for Gabon's democracy.

The Role of Journalists in Transition

The seminar emphasized the media's duty to provide accurate information, educate the public, and uphold democratic principles during transitions. As Gabon navigates a new political landscape, media professionals are challenged to present a nuanced portrayal of the

situation while ensuring the public remains informed on government actions, democratic reforms, and societal impact. Participants discussed the media's responsibility to foster public debate, counteract misinformation, and contribute to social cohesion by upholding objectivity and accuracy in their reporting.

HAC and Journalists: Partners in Safeguarding Media Ethics

A central theme of the seminar was the relationship between journalists and the HAC, Gabon's media regulator. HAC plays a critical role in maintaining professional standards within the media landscape, a task that has grown even more essential during this transition. The HAC's oversight ensures that media professionals adhere to established ethical guidelines and standards, especially in light of rising instances of misinformation and hate speech in Gabon's media ecosystem. By enforcing accountability, HAC supports a media environment conducive to truthful reporting and reduces the risk of social instability that misinformation could trigger during this period.

Through this partnership, the HAC and journalists can work to establish self-regulation mechanisms, fostering an

environment where media practitioners hold themselves and their peers to high ethical standards. Workshop sessions highlighted best practices in reporting, particularly during politically sensitive times, and offered a refresher on ethical codes, the importance of source verification, and the value of balanced, impartial reporting.

Seminar Highlights and Takeaways

With rich contributions from media experts and moderators, including representatives from OHCHR-CARO, the seminar explored key issues:

- **Media Ethics in Transitional Contexts:** Journalists discussed strategies to balance the need for public information with ethical considerations, especially when covering controversial or polarizing topics.
- **Adapting to Digital Challenges:** The rise of social media and digital journalism was discussed, focusing on combating fake news and misinformation, particularly prevalent during periods of political upheaval.
- **Promoting Media Self-Regulation:** A strong emphasis was placed on the role of self-regulation within the media sector, encouraging journalists to establish and uphold their own ethical standards.

This seminar has underscored the profound role that a free, ethical press plays in stabilizing a society amid change, ensuring the press remains a reliable pillar for information and accountability. As the transition progresses, the collaboration between HAC and the media professional in Gabon will be important in reinforcing a media landscape that upholds democratic values and contributes positively to the nation's development.



Gabon - Discours de haine

Les Nations Unies soutiennent une stratégie nationale de lutte inclusive

Libreville a accueilli un atelier national axé sur la prévention et la réponse aux discours de haine et à l'incitation à la violence.

Par KF



L'atelier a été organisé les 3 et 4 décembre 2024 par le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), en collaboration avec le Ministère de la Justice du Gabon, le Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et le Bureau de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Gabon (RCO). Cet événement marque une étape décisive vers l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action adaptés aux réalités gabonaises.

Réunissant 25 participants issus de divers secteurs, dont la société civile, les départements ministériels, l'organe de régulation des médias et la commission nationale des droits de l'homme, cet atelier s'inscrit dans une dynamique régionale portée par les États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Il vise à sensibiliser et à renforcer les capacités des acteurs clés sur les priorités définies dans la stratégie régionale récemment pré-validée par les Ministres de communication de la sous-région.

L'ouverture officielle des travaux a été marquée par les interventions du Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Paul-Marie Gondjout, accompagné de la Ministre de la Communication et des Médias, Laurence Ndong, et de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Gabon, Savina Ammassari. Ils ont unanimement souligné l'urgence de prévenir les discours de haine, qui représentent une menace grave pour la cohésion sociale et la paix, notamment en période de transition politique et électorale. Les discussions ont mis en exergue l'importance d'une approche participative

incluant des acteurs locaux, y compris des jeunes et des femmes, ainsi que la société civile. À travers des présentations techniques et des exercices pratiques animés notamment par des experts des droits humains, les participants ont identifié des mécanismes d'autorégulation adaptés au contexte gabonais, tout en restant conformes aux normes et standards internationaux en matière de droits humains.

Les sessions ont abordé les cinq priorités essentielles de la stratégie régionale à savoir: comprendre les causes profondes des discours de haine; prévenir leur émergence; gérer leurs conséquences institutionnelles; coordonner les efforts au niveau régional et promouvoir des discours positifs et défendre la liberté d'expression.

Un engagement collectif pour la cohésion sociale

Au terme des travaux, les participants ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges et des outils proposés. L'atelier a posé les bases d'un engagement collectif en faveur de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'action national de lutte contre le discours de haine. Cette mission, portée par la Direction des droits de l'homme du Ministère de la justice, aboutira à un atelier de finalisation et de validation au niveau technique du plan d'action, qui sera ensuite soumis au gouvernement pour adoption.

Le CNUDHD-AC, principal organisateur de cet atelier, réaffirme ainsi son engagement à accompagner le Gabon et les États de la sous-région dans leurs efforts visant à promouvoir la paix, les droits humains et un espace civique inclusif.



Guillaume Ngefa en visite au Cameroun

Le chef de la Branche Examen Périodique Universel au Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme à Genève, a effectué une visite de quatre jours au Cameroun.

Du 28 octobre au 1er novembre 2024, Guillaume Ngefa a tour à tour rencontré M. Séraphin Magloire Fouda, Secrétaire général des services du premier ministre, M Jean de Dieu Momo, ministre délégué auprès du ministre de la Justice, M. Koulagna, Coordinateur du Mécanisme national de rédaction des rapports, M. Ebenezer Mouandio, Directeur des Nations Unies au ministère des Relations extérieures.

Avec M. Fouda, il a souhaité que soit créé un Secrétariat technique permanent pour la pérennité du mécanisme de reporting du pays.

M. Ngefa a aussi échangé avec des représentants de la société civile camerounaise. Il a souhaité que les OSC établissent des cadres de collaboration constructifs avec l'Etat et s'approprient pleinement les questions liées à l'EPU.

Avec les PTF, il lui a été dit que l'Union européenne a développé un programme d'appui sur la composante droits de l'homme dont le Centre est partenaire. Ce programme encouragera le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

Enfin, au corps diplomatique ainsi qu'à l'Equipe pays des Nations Unies, le Chef de l'EPU a présenté les deux fonds volontaires qui financent les pays engagés dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

Cameroon - 2025 Presidential Election

Journalists Update Their Guide for Ethical Coverage

At a workshop held in Douala on December 27-28, 2024, around thirty media professionals from Cameroon gathered to update their «Checklist» for election coverage. This revision incorporates a human rights-based approach and strategies to combat misinformation, ensuring more responsible and ethical reporting.

By Kiven Fonyuy



A view of participants ©Unchr-d-Ca

Media professionals from various regions of Cameroon convened in Douala for this workshop, organized by the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA). The primary objective was to review and update the «Checklist» used to guide election coverage, with a strong focus on human rights protection and peace promotion.

The media play a crucial role in informing the public, particularly during election periods. The way events are reported can either contribute to transparent and peaceful elections or fuel tensions and divisions.

Initially developed in 2016 United Nations Centre for Human Rights and Democracy in central Africa in collaboration with the United Nations Regional Office for Central Africa, the «Checklist» aimed to promote ethical, impartial, and human rights-respecting journalism.

A necessary update for a changing media landscape

However, the media landscape has evolved significantly in recent years, with the rise of digital platforms, increasing misinformation, and growing political polarization. Feedback from journalists highlighted gaps in the previous checklist, particularly regarding:

- Conflict-sensitive journalism,
- Gender inclusivity,
- Combating misinformation.

The Douala workshop served as an opportunity to assess these challenges and ensure that the «Checklist» remains a relevant and effective tool for upholding democratic values.

A strengthened version for more inclusive and responsible election coverage

During the two-day workshop, participants not only discussed the existing checklist but also worked on an updated version that addresses contemporary challenges, including:

- Misinformation and disinformation,
- Gender inclusivity in media coverage,
- Accessibility for people with disabilities,
- Election laws and human rights principles.

Journalists emphasized the importance of embedding human rights considerations into election reporting and agreed that training sessions on the use of this tool would be essential for strengthening their capacities.

Stronger engagement from Journalists and Partners

Kiven Fonyuy, representing the Director of the Centre, highlighted the importance of this update in response to the rapid evolution of social media. He noted that hate speech and misinformation were not major concerns in 2016, but they have now become significant challenges.

With this updated checklist, journalists will be better equipped to cover elections in a professional, ethical, and responsible manner. He also stressed the importance of greater media engagement in ensuring fair, inclusive, and credible elections.

Participants were encouraged to actively use the revised checklist in their reporting before, during, and after the elections, helping to counter misinformation and uphold journalistic integrity.

A major step forward for human rights sensitive elections reporting in Cameroon

This initiative represents a significant advancement for human rights sensitive journalism in Cameroon. By incorporating modern challenges and best practices, journalists can play a key role in ensuring a smooth electoral process while protecting citizens' fundamental rights.

With this enhanced checklist, the Cameroonian media sector is now better equipped to promote quality, transparent, and democratic information during the 2025 presidential elections.

Directeur de Publication : Nouhoum Sangaré
Conseillers éditoriaux : Laurent Akobi
Banouin, Christian Lumbala
Rédacteur-en-chef : Kiven Fonyuy
Rédacteur : Kamdem Souop
Contributeurs : Asita Maria Scherrieb,
Ahmed Njouonkou, Ordy Philaine Betga, Reine
Emmanuelle Belobo
Montage : Kamdem Souop

Quartier Bastos, derrière
l'Ambassade de Chine
BP: 836 Yaoundé - Cameroun
Tel: +237 222 50 58 00
E-mail: ohchr-caro@un.org /
Website: www.unchr-d.org
Twitter : @ohchr_caro /
Facebook : @cnudhdyounde
YouTube : @unchr-d



Cameroon - Promoting Inclusion

UNCHRD-CA's Engagement with Women Living with Disabilities

By Ahmed Njouonkou



In the heart of Cameroon's capital Yaoundé, on 9 December 2024, the UN Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) co-organized a Media Café with women living with disabilities. The gathering was not just an event—it was a powerful platform for dialogue, bridging the gap between persons with disabilities, the media, and key stakeholders.

The objective was clear: to amplify the voices of persons with disabilities, highlight their challenges, celebrate their successes, and explore pathways for a more inclusive society. Through open discussions, participants shared personal experiences, shedding light on the barriers they face daily and the resilience they exhibit in overcoming them. Journalists, present in the room, listened intently, recognizing the need to incorporate disability rights into their storytelling and reporting.

Beyond raising awareness, the event sought to identify practical solutions to enhance inclusion, urging media professionals to give greater visibility to disability-related issues. The session welcomed 20 participants, including three men, representing associations of persons with disabilities, journalists, and UN agencies such as OHCHR, UNICEF, and UN Women. The conversation was dynamic, with CARO facilitating discussions and co-chairing the session, ensuring that every voice was heard and every perspective valued.

Just a few days earlier, on 3 December 2024, another significant initiative

took place in Yaoundé. The UNCHRD-CA brought together women from organizations of persons with disabilities for a documentary screening on quality inclusive education. The film illuminated the educational journeys of children with disabilities, showcasing both the challenges and successes of inclusive education across different contexts.

This event was more than a screening—it was a catalyst for change. Participants engaged in deep discussions about the importance of inclusive education policies, the impact of accessible learning environments, and the transformative power of education in shaping futures. The session provided a unique opportunity for women to exchange insights, share stories, and reflect on how best to advocate for stronger educational policies that leave no one behind.

Once again, UNCHRD-CA took the lead in facilitating these conversations, delivering insightful presentations on human rights indicators related to inclusive education. The 20 women present left the session not just informed, but empowered, with a renewed commitment to advancing the rights of persons with disabilities in their communities.

Commemoration of International Day of Women Human Rights Defenders



On 27 November 2024, in Douala, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) participated in a workshop marking the celebration of the International Day of Women Human Rights Defenders and the official presentation of the second report on violations against Girls and Women Human Rights Defenders in Chad and Cameroon.

The workshop aimed to foster in-depth reflection on the global situation of Girls and Women Human Rights Defenders and broader human rights concerns while exploring innovative and effective solutions for the establishment of an academy dedicated to Girls and Women Human Rights Defenders.

The workshop sought to establish an academy for Young Women Human Rights Defenders in Central Africa, providing training, dialogue, and experience-sharing opportunities; promote the recognition and encouragement of courageous Young Women Human Rights Defenders by introducing a 'Courage Certificate' awarded to those—regardless of background—who have demonstrated outstanding commitment to Peace and security, environmental and natural resource protection, civil and political rights, LGBTQI rights, and Human rights advocacy.

The event brought together 40 participants (35 women, 5 men), including representatives from Young Women Human Rights Defenders, Embassies of France, Mali, and the USA, UNCHRD-CA, Journalists, Ministry of Defence, Cameroon Human Rights Commission, REDHAC, and Governor's office representatives.

During the workshop, UNCHRD-CA delivered a speech reaffirming its commitment to supporting the establishment of a Women Human Rights Defenders Academy in Central Africa. The Centre also presented its ongoing efforts to develop a protection strategy for human rights defenders in the region.

By defending human rights, *we prevent harm before it happens.*

 UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

OUR RIGHTS,
OUR FUTURE,
RIGHT NOW.

Human rights are the common thread that binds us all together to foster peace and stability.

